DIAL 3422

VENEZUELA - Le regard de la Chine

Raúl Zibechi

vendredi 15 septembre 2017, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

Les trois derniers textes de ce numéro de septembre présentent trois regards sur la situation au Venezuela, celui des dirigeants chinois d'abord, puis celui d'Aram Aharonian, journaliste uruguayen fondateur de TeleSUR [1], et enfin celui de Thomas Posado, docteur en science politique ayant réalisé sa thèse sur le syndicalisme vénézuélien. Ce texte de Raúl Zibechi a été publié dans La Jornada, le 4 août 2017.

Connaître quels sont les critères de jugement de cette puissance émergente sur les pays d'Amérique latine et en particulier sur le Venezuela, est d'une très grande importance car ses moyens de communication laissent rarement entrevoir les opinions qui circulent au sein du gouvernement chinois. Le 1er août 2017 le journal chinois *Global Times* a publié un très long éditorial intitulé « Venezuela : A Microcosm of Latin American Conundrum » (Le Venezuela : un microcosme de l'énigme latino-américaine) [2].

Le *Global Times* appartient à l'organe officiel du Parti communiste chinois, le *Quotidien du peuple* mais se concentre essentiellement sur des sujets internationaux et les opinions qu'il exprime jouissent de plus d'autonomie que l'organe qui le parraine.

L'article analyse les élections récentes de l'Assemblée constituante et manifeste un certain soutien au projet mais, en même temps, prend ses distances. Il réserve ses plus fortes critiques à la Maison blanche, en mentionnant que Washington est uniquement soucieuse de prendre le contrôle du continent comme de son arrière-cour et ne cherche pas à apporter son aide.

Il souligne que les objectifs des États-Unis consistent à éliminer Maduro et à détruire l'héritage politique de Chávez mais signale aussi que tous les gouvernements de gauche du continent ont une relation difficile avec Washington.

Selon le *Global Times*, faute d'un réel développement de l'industrie, les économies latino-américaines dépendent en grande mesure des ressources, raison pour laquelle de nombreux pays présentent de fortes inégalités sociales et de richesse, comme c'est le cas au Venezuela où les paysans et les pauvres urbains appuient le gouvernement tandis que la classe moyenne riche soutient l'opposition.

Jusque-là rien de nouveau. Mais commence alors une analyse qui dévoile les positions du gouvernement chinois. Le système politique que les pays latino-américains ont emprunté à l'Occident n'a pas réussi à aborder ces problèmes, explique le *Global Times*.

Par conséquent, dit le quotidien, indépendamment de qui gagnera, le Venezuela aura du mal à voir la lumière au bout du tunnel. Le problème des divisions sociales ne peut être résolu et l'intervention des États-Unis ne s'arrêtera pas. Le Venezuela peut être entraîné dans un long combat politique. Les dirigeants chinois estiment très ouvertement que le pays s'achemine vers des conflits importants.

L’article soutient en second lieu que le Venezuela est un partenaire important de la Chine. Il défend le maintien des relations de coopération indépendamment de qui gouvernera le pays, car le commerce avec la Chine bénéficiera aux Vénézuéliens. Pour cette raison ils estiment que le maintien de relations fluides et étroites avec le Venezuela doit transcender les intérêts partisans.

Les Chinois ouvrent le parapluie et font savoir que les relations ne sont pas subordonnées aux gouvernements en exercice, c’est-à-dire qu’elles s’inscrivent dans le long terme et qu’ils ne vont pas y renoncer même si le gouvernement de Nicolás Maduro tombe.

Le troisième point est fondamental : les troubles politiques représentent des risques pour les investissements chinois et la Chine doit apprendre à y faire face. La Chine ne peut pas renoncer à sa présence économique en Amérique latine du seul fait de son instabilité politique, affirme l’article.

Finalement l’article soutient que la présence de la Chine en Amérique latine ne relève pas d’une motivation géopolitique, déclaration qui laisse plutôt sceptique ; mais il affirme aussi que la Chine n’interférera pas dans le processus politique du Venezuela ou de tout autre pays latino-américain, ce qui, jusqu’à présent, est tout à fait exact.

Bien que circonspecte, l’analyse chinoise met en évidence trois questions fondamentales : la présence chinoise dans la région est destinée à durer ; il est clair qu’existe un conflit avec les États-Unis ; et la Chine ne va pas interférer dans les relations droite-gauche, car – même si elle le nie – sa présence est de nature stratégique.

À un autre moment, il faudra réfléchir au système politique que la Chine propose, indirectement, aux pays amis dans le monde – système qui, de toute évidence, ne ressemble pas aux démocraties électorales du type occidental.

Les relations de la Chine avec la région embrassent une gamme variée de sujets, des investissements économiques aux accords militaires et aux relations culturelles croissantes, avec l’ouverture de centaines de centres d’étude du chinois. Dans plusieurs pays ont été implantées des industries, en particulier de montage et de construction automobile, ce qui élargit ses investissements orientés dans une première étape vers les matières premières.

La puissance des relations économiques tissées attire l’attention. La Chine est l’un des principaux partenaires commerciaux des pays de la région et a supplanté, de 2005 à 2016, la Banque mondiale et la BID, comme principale source de prêts, fournissant 141 milliards de dollars à l’Amérique latine et aux Caraïbes, selon l’Inter-American Dialogue [3].

Le Venezuela absorbe presque la moitié du total des prêts, avec 62 200 millions de dollars, suivi par le Brésil avec 36 800 millions et, assez loin derrière, l’Équateur et l’Argentine. Les investissements au Venezuela ont atteint un pic en 2010 puis ont baissé considérablement, mais continuent à être importants. Le gros des investissements est destiné à l’énergie, c’est-à-dire au secteur des hydrocarbures, mais aussi aux mines et infrastructures.

Les investissements les plus importants ont été destinés au terminal maritime pétrochimique de Pequiven et à l’entreprise mixte Sinovensa, formée par PDVSA et la Corporation nationale chinoise de pétrole, créée après la nationalisation de la Ceinture pétrolifère de l’Orénoque, en 2007. Grâce aux 4 milliards de dollars investis par la Chine, Sinovensa est passée d’une production de 30 000 barils de pétrole par jour à 170 000 barils par jour [4].

Le dernier prêt important a été effectué en novembre 2016, avec 2 200 millions de dollars dans le secteur pétrolier, pour élever la production sino-vénézuélienne à 800 000 barils par jour dans les années qui viennent [5].

Si la Chine continue dans cette voie elle finira par détrôner les États-Unis comme principal marché du pétrole vénézuélien, pays où se trouvent les plus importantes réserves mondiales de brut. Cette réalité,

plus que le socialisme du XXIe siècle, est au fondement des raisons pour lesquelles Washington souhaite la chute de Maduro.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3422.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : *La Jornada*, 4 août 2017.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] DIAL avait déjà traduit et publié un de ses textes (DIAL 2638 - « VENEZUELA - L'opposition poursuit le combat. Le gouvernement marque des points. Les deux continuent à se faire face. ») et plusieurs ont paru en espagnol sur le site AlterInfos - DIAL (« AMÉRICA LATINA - "Quizá no nos dimos cuenta de que los enemigos no estaban sólo afuera", Conversacion con Aram Aharonian, Vicepresidente de Telesur », « Venezuela, ejemplo cívico :... ¿y ahora qué ? », « VENEZUELA - Un largo y tenso camino hasta el 30 de julio »).

[2] http://www.globaltimes.cn/content/1059160.shtml.

[3] http://www.thedialogue.org/map_list/.

[4] http://www.mpetromin.gob.ve/portalmenpet/noticias.php?option=view&idNot=4014.

[5] http://minci.gob.ve/2016/11/cartera-de-inversion-entre-china-y-venezuela-supera-los-9-mil-millones/.